



L'éditorial de Roger Mené

UNION & ACTIONS

HEBDOMADAIRE • N° 11 • 18 MARS 2005

Au service des puissants...

Ikea a ouvert mercredi son troisième magasin en Région bruxelloise. Le géant suédois dispose maintenant dans la capitale de près de 50.000 m² de surface de vente. Une sortie d'autoroute et des ronds-points ont été aménagés, aux frais du contribuable, pour permettre à la nouvelle implantation de drainer un flot de voitures.

Ikea annonce 360 emplois. Le chiffre est repris triomphalement par tous les responsables qui ont trempé dans le dossier. Ils se gardent de dire qu'une enquête sérieuse estime que, dans les noyaux commerciaux des dix-neuf communes, 400 emplois vont disparaître. La position dominante offerte à la multinationale est une catastrophe pour le secteur du meuble et de la décoration et, au-delà, pour toute l'activité commerciale à Bruxelles. En ce qui concerne l'emploi, il faut d'ailleurs rappeler que jamais les grandes surfaces ne tiennent leurs promesses. Jamais elles ne maintiennent les emplois promis, précaires et temporaires. Ils disparaissent en nombre dès que les feux de l'actualité se détournent.

Les hommes politiques peuvent raconter ce qu'ils veulent, il n'y a pas de fatalité. Ils sont entièrement responsables du transfert des activités commerciales des magasins de proximité vers les très grandes surfaces de distribution. Il ne faut pas parler d'équilibre entre les petits et les gros quand on favorise à ce point la troisième implantation d'un monstre.

Depuis vingt ans, nous entendons les bourgmestres s'excuser : "Je devais dire oui. Sinon, ils se seraient installés dans la commune voisine, quelques centaines de mètres plus loin, et nous aurions eu les désagréments sans les avantages." Ce discours est fatigant. Depuis vingt ans, nous demandons que la commune ne soit pas au centre de la décision. Il faut une programmation d'ensemble, raisonnable, au niveau de la région et même du pays. C'est le bon sens même. Pourquoi ne le fait-on pas ?

La réalité, c'est que la plupart des responsables politiques, pour de mauvaises raisons ou simplement par facilité, ont pris le parti des grandes surfaces. Les multinationales de la distribution devraient élever des statues au politicien belge inconnu, qui sans le dire et parfois même en s'excusant, leur livre le pays. Les "mégastores" fleurissent en périphérie et les noyaux commerciaux urbains se meurent, au détriment de la convivialité et de la qualité de vie dans les villes. C'est un choix de société qui n'est pas le nôtre !